

A l'attention du Parlement Européen

Monsieur le Président
Hans-Gert Pöttering
Parlement Européen
Rue Wiertz
PHS 11 BO11
1047 Bruxelles
Belgique

Monsieur le Président du Parlement Européen,
Mesdames, Messieurs les Députés

Nous nous permettons, au nom du collectif formé par les associations Imajghan, Cultures-Croisées et Temet et au nom des membres et sympathisants des mouvements sociaux nigériens, de venir vous alerter de la situation qui prévaut actuellement dans le Nord du Niger.

Dans cette partie du monde livrée à elle-même, le Mouvement Nigérien pour la Justice (MNJ) et les Forces Armées nigériennes (FAN) se livrent des combats de plus en plus meurtriers, notamment dans la région d'Arlit et d'Iférouane (Nord Niger) où on dénombre de nombreuses pertes en vies humaines.

Le Président du Niger et son armée, forts des armes, munitions et hélicoptères affrétés par le Nigéria voisin, refusent de reconnaître la légitimité du Mouvement Nigérien pour la Justice privilégiant ainsi une logique de guerre là où la majorité des nigériens, particulièrement les populations du Nord du pays, les exhortent au dialogue.

Il y a lieu de craindre le pire pour les populations civiles, à Agadez et surtout dans la zone l'Air investies par l'armée depuis des semaines. L'inquiétude est très grande chez les habitants de cette ville et de sa région.

Il s'agit là d'une situation en plus, qui vient s'ajouter au quotidien déjà suffisamment malheureux des nigériens : enseignement compromis, université assiégée, liberté d'expression bafouée, famines chroniques.

La naissance du Mouvement Nigérien pour la Justice et les affrontements qui ont, en ce moment même, lieu dans le Nord sont la conséquence de la présence de AREVA (ancien GOGEMA : <http://www.arevagroup.com>), un des leaders mondiaux de l'énergie nucléaire, et celle, de plus en plus importante, de sociétés Chinoises, car ces sociétés tiennent à l'écart les populations autochtones qui pourtant sont légitimées par les Nations-Unies comme devant être associées à la gestion de leurs ressources minières, tel que le prévoit également le nouveau code minier de 2006.

Mais en lieu et place, ces populations ne récoltent que les retombées radioactives comme le soulignent le **CRIIRAD** (*Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité* : www.criirad.org) et le **SHERPA** (*Association de*

juristes de toute l'Europe pour la défense des victimes des multinationales : http://association.sherpa.free.fr/revuedepresse/revuedepresse_areva.html) dans leur rapport et leur conférence de presse où ils n'ont pas manqué de tirer aussi la sonnette d'alarme sur le désastre écologique en cours.

Le Mouvement Nigérien pour la Justice qui, à travers ses représentants en France, a pris contact avec AREVA en demandant à être reçu par le Directeur du Développement Durable M. Guy BOUSQUET, n'a jusqu'ici reçu aucune réponse à sa demande.

Le MNJ qui de plus en plus enregistre l'arrivée en masse de citoyens nigériens dans ses rangs attire à travers ses représentants en Europe, l'attention de l'opinion publique internationale sur ce qui se passe réellement sur place.

Ses revendications sont principalement :

- Le respect des accords de paix de 1995, et leur application intégrale,
- Le respect de l'environnement nomade qui est détruit depuis 40 ans par l'extraction de l'Uranium sans que rien ne soit fait pour préserver l'écosystème,
- La réalisation d'infrastructures sanitaires pour accueillir les victimes des radioactivités,
- La prise en charge de l'éducation dans les régions concernées par cette exploitation,
- L'emploi des populations locales dans la gestion des revenus de cette exploitation.

Il est urgent de tout faire pour asseoir les forces en présence autour d'une table de négociations.

La responsabilité de la France est largement engagée dans ce conflit que ce soit au travers des accords signés en 1995 ou par la présence depuis près de 30 ans d'AREVA dans la région : <http://www.dissident-media.org/infonucleaire/niger.html>.

Le collectif en appelle l'Europe pour qu'elle intervienne de tout son poids dans la médiation de ce conflit, afin de préserver des vies humaines et d'éviter le piège dans lequel se sont embourbés les pays voisins du Niger.

En vous remerciant de votre temps et de votre action,

Fait à Bruxelles, le 8 mai 2007

Le collectif.